

URGENT

« Coup d'État » à la Presse du Sud-Est

Dans une harmonie totale, la Direction et les syndicats CFDT, CFTC et CGC jouent la comédie de « provocateurs et provoqués » pour retarder les élections à PSE.

**Les élections à PSE doivent avoir lieu les 25, 26 et 27 mai.
Mais un « coup de théâtre » risque de retarder
l'expression démocratique des salariés.**

La CFDT, CFTC et la CGC (*syndicat manipulé par la Direction auquel plusieurs membres adhèrent*) n'ont pas signé le protocole d'accord des élections. Ils justifient ceci par le fait qu'ils souhaitent l'augmentation des nombre d'élus au CE (7 au lieu de 6 aujourd'hui). Demande refusée, il y a quelques jours, par la Direction.

M Brun a ajouté, que la Direction ne signerait pas, elle non plus, le protocole d'accord, pourtant déjà signé par la CGT et par FO.

**La Direction est dans une totale illégalité
en agissant de la sorte !**

- ***Les masques sont enfin tombés***

Aujourd'hui il s'agit d'une mascarade de désaccord. Toutes les organisations syndicales de PSE ont toujours signé les accords d'élection identiques à celui-ci. Personne ne les a jamais contestés.

Il est surprenant de constater que les syndicats de la coalition CFDT, CFTC et CGC, qui depuis deux ans ont toujours refusé d'affronter ensemble la Direction, qui n'ont jamais voulu constater un délit d'entrave au fonctionnement du CE, et qui n'ont jamais interpellé la Direction lorsque celle-ci ne respectait pas les accords, retrouvent aujourd'hui la « cohésion et la fermeté nécessaires » pour bloquer les élections.

**La coalition CFDT-CFTC-CGC-Direction,
agit aujourd'hui avec des méthodes
dignes d'une « république bananière »**

- ***Pourquoi ce coup d'État « syndicalo-directionnel » ?***

Ils cherchent tout simplement à retarder le scrutin. Si leur manœuvre réussit, les élections seront reportées à la rentrée. De cette manière la Direction aura tout l'été (avec la prise de commande du groupe Dassault en juin) pour faire évoluer la situation, restructurer, muter, etc. sans risquer l'affrontement.

Comment est-il possible que ces organisations syndicales, soi-disant démocratiques, craignent à tel point le vote des salariés ?

Comment peuvent-ils se prêter avec autant de complaisance aux desiderata de la Direction ?

Ces manœuvres « politiciennes » destinées à laisser les mains libres à la Direction et lier celles des salariés, sont-elles le renouveau syndical promis par la coalition CFDT, CFTC et CGC il y a deux ans ?

Comment peuvent-ils « oublier » à ce point la situation d'extrême danger qui menace tous les salariés de PSE ?

Nous avons pris contact avec notre avocat afin de procéder aux démarches juridiques nécessaires au respect de la loi.

Nous espérons que tous ceux qui, il y a deux ans, faisaient confiance à la coalition CFDT, CFTC et CGC, la même que maintenant s'allie avec la Direction pour empêcher l'expression démocratique des salariés, auront compris qu'ils ont été manipulés !

Nous interpellons tout particulièrement les syndiqués de ces organisations syndicales, afin qu'ils demandent à leurs délégués de retrouver le bon sens.

**La démocratie ne se juge pas
sur de « *belles paroles* »,
mais sur des actes...**

Lundi 10 mai 2004

SECTEUR COMMUNICATION CGT